

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-polonaises et la construction européenne, à Varsovie le 16 novembre 2012.

L'AMBASSADEUR -- « Monsieur le Président, au nom de tous les Français établis en Pologne, je voudrais vous souhaiter la bienvenue dans ce pays et vous remercier d'avoir choisi Varsovie pour votre première visite d'Etat, accompagné d'une imposante délégation de chefs d'entreprises. Vous vous trouvez devant des centaines de représentants de cette communauté. Une communauté vibrante et dynamique. Une communauté qui est un véritable atout pour le nouveau chapitre que vous êtes venu ouvrir dans cette relation franco-polonaise qui nous est si chère. Mes chers compatriotes, vous l'avez déjà fait, mais je vous invite à vous joindre à moi à nouveau, pour accueillir chaleureusement le président de la République, François HOLLANDE.

LE PRÉSIDENT -- « Monsieur l'ambassadeur, d'abord toute notre gratitude pour avoir mis à la disposition des français de Varsovie cette belle chancellerie. Merci aussi pour avoir organisé ce déplacement.

C'est une visite officielle, une visite d'Etat même et je suis venu avec une imposante délégation, comme il a été dit. D'abord, les ministres : le ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS, la ministre du Commerce extérieur, Nicole BRICQ, le ministre délégué aux Affaires européennes, Bernard CAZENEUVE et puis également des parlementaires : ceux qui sont élus par vous, les sénateurs des Français de l'étranger, le député des Français de l'étranger et également les présidents des groupes d'amitié de l'Assemblée nationale et du Sénat. Et comme cela ne suffisait encore pas, j'ai demandé aux chefs de nos plus grandes entreprises d'être également présents pour cette visite. Ils sont accompagnés eux aussi, par des dirigeants de petites et moyennes entreprises qui veulent accéder au marché polonais, voire même qui ont précédé les grandes entreprises pour les convaincre de venir également investir en Pologne.

J'ai voulu placer cette visite au niveau le plus élevé parce qu'il y avait nécessité de mettre la relation entre la France et la Pologne au niveau qui est celui de notre histoire. Je me suis adressé cet après-midi à la Diète polonaise et j'ai rappelé ce qu'étaient nos liens parfois très anciens. Il y a même eu un roi de Pologne qui est devenu roi de France ! Il n'a pas laissé de meilleur souvenir, je crois, ni en Pologne ni en France, mais cela crée des liens. Ici, les polonais nous parlent de Napoléon comme si c'était un libérateur -- cela n'est pas toujours le cas, là où nous nous déplaçons... Et puis, il y a ces liens humains avec des personnalités qui sont réclamées par la Pologne, comme par la France : Frédéric CHOPIN et Marie CURIE. Nous avons eu d'ailleurs la grande chance d'aller dans ce remarquable Centre des sciences Copernic qui abrite un musée d'exception. On nous dit qu'il est copié sur le nôtre, la Cité des Sciences de la Villette. Je veux bien le croire, mais il a une invention pédagogique tout à fait exceptionnelle. Je voulais ainsi donner à ce voyage toute son ampleur liée à l'histoire, mais également la volonté de préparer le futur.

J'ai rencontré le président de la République polonaise qui m'a dit combien il était lui-même disponible pour aller plus loin : le plus loin possible dans le cadre de la relation franco-polonaise et également dans le cadre du triangle de Weimar. Ce triangle est la bonne manière de mettre chacun devant sa responsabilité : l'amitié entre la France et la Pologne ne doit pas en dissuader une autre. celle entre la Pologne et l'Allemagne ou mettre en doute celle que nous avons pu créer

une autre, comme entre la Pologne et l'Allemagne ou même en ce qui concerne que nous avons pu avoir avec l'Allemagne, depuis tant d'années, par un rapprochement avec la Pologne. Nous sommes là trois grands pays qui ont vocation à peser sur le destin de notre continent.

Avec le Premier ministre Donald TUSK, nous avons évoqué les rendez-vous qui nous attendent sur le plan européen. Le plus important aux yeux des polonais et de la France, c'est le budget européen pour les sept prochaines années. Un débat aurait pu nous opposer : d'un côté, les Polonais attachés au fonds structurels -- comme beaucoup d'Européens du groupe dit de la cohésion -- parce qu'ils sont un moyen d'investir et de préparer l'avenir et de l'autre, un pays comme le nôtre qui veut préserver la politique agricole commune. Nous avons veillé, le Premier ministre et moi-même à ne pas tomber dans ce piège. Nous avons plutôt défini une approche commune. Nous voulons un budget européen au bon niveau, ni trop haut pour ne pas trop peser sur nos finances publiques, ni trop bas pour ne pas diminuer l'ambition européenne. Il ne faut pas couper, à grands coups de serpe, les deux fleurons de la politique européenne, c'est-à-dire l'agriculture et le développement rural et les fonds structurels et notamment ceux liés à la cohésion.

Nous avons aussi parlé de l'avenir de la zone euro. Pour le présent, nous nous en chargeons. Nous sommes dans la phase de conclusion de ces trop longs débats qui ont tant pesés sur la zone euro et sur la confiance des marchés à son endroit. Nous sommes en train de régler la question de la Grèce, il est bien temps ! Nous avons mis en place des mécanismes pour venir en soutien aux pays qui font l'effort de réduire leur déficit budgétaire, mais qui supportent des taux d'intérêt très élevés sur leur dette souveraine, je pense notamment à l'Espagne.

Nous avons défini un pacte de croissance et un pacte budgétaire. Mais une fois réglée la crise de la zone euro, nous devons réfléchir à ce qu'elle doit être ou à ce qu'elle peut être. Pour ma part, j'ai tiré une leçon de ces tumultes sur les marchés. C'est que nous avons besoin d'une zone euro plus cohérente, plus consistante, plus politique, qui puisse être l'image même de la solidarité et de la responsabilité.

Alors les polonais s'interrogent, n'étant pas encore dans la zone euro. Ils veulent savoir s'ils vont être associés aux décisions qui nous concernent, mais qui les concerneraient s'ils faisaient ce choix. J'ai répondu positivement à leur demande parce que je crois que nous avons besoin de la Pologne, d'ores et déjà, dans les instances de préparation et de décision pour la zone euro. Ils ont pu souffrir, à un moment, d'une certaine suspicion et croire qu'ils n'étaient pas bien les bienvenus. Nous avons envoyé d'autres signaux. La Pologne est la sixième économie de l'Union européenne, c'est celle qui peut apporter un rééquilibrage dans la zone euro. Nous devons créer toutes les conditions pour qu'un jour, si les Polonais eux-mêmes en décident à travers leurs représentants, ils puissent avoir le meilleur accueil. Dans l'attente, qu'ils participent pleinement à nos décisions d'approfondissement de l'Union économique et monétaire !

Je crois aussi à l'union politique. Ce n'est pas encore le moment d'en parler car ce n'est pas lorsque nous avons encore des questions d'intendance à régler qu'il est possible de réfléchir à l'architecture nouvelle. Mais ce débat viendra, notamment à l'occasion des élections européennes de 2014. Elles devront avoir pour sujet l'avenir de l'Union européenne.

Enfin, la Pologne nous a parlé du Partenariat oriental, c'est-à-dire de sa capacité -- compte tenu de sa situation géographique -- de pouvoir parler à des pays plus à l'Est qui ne sont pas membres de l'Union européenne. Nous avons besoin de prendre appui sur la Pologne pour retrouver ces liens, ces relations, ces modes de dialogue et parfois de pression avec ces pays.

De la même façon, j'ai indiqué aux Polonais -- notamment au Président de la République et au Premier ministre -- de se préoccuper aussi de l'autre côté de la Méditerranée et notamment du Maghreb et de la zone du Sahel, parce que c'est une responsabilité collective.

Je voulais vous en rendre compte parce que vous vivez ici pour de multiples raisons : pour des raisons professionnelles, des raisons familiales, des raisons tenant parfois aux hasards des rencontres. Mais vous avez choisi pendant un certain temps, peut-être pendant toute votre vie, d'être Français en Pologne. Tout ce qui intéresse la relation entre la France et la Pologne vous concerne donc directement.

Je voulais m'adresser à vous pour vous exprimer toute notre reconnaissance. Vous, français qui

vivez en Pologne, vous participez à l'action qui doit être la nôtre. Il y a ici des fonctionnaires : je salue les services de l'ambassade, du consulat et aussi tous ceux qui contribuent à l'éducation et à la culture : les représentants de l'Institut et de nos établissements scolaires comme le lycée GOSCINNY, dont j'ai vu les élèves lors d'une cérémonie sur la tombe du Soldat inconnu polonais. Je voulais aussi exprimer ma considération aux responsables d'entreprises, aux cadres, aux salariés, aux chercheurs, à tous ceux qui participent à ces échanges et permettent à la France de pouvoir accéder aux marchés polonais pour la réussite commune de la France et de la Pologne. Je sais aussi ce que beaucoup font pour l'entraide. Il y a toujours une partie de la communauté qui souffre et une solidarité à exprimer. Je sais aussi que cette communauté est pour moitié une communauté qui a la double nationalité. Pour ma part, je ne veux, en aucun cas, remettre en cas les doubles nationaux. C'est une chance de les avoir.

Et puis, il y a une communauté jeune. Je l'ai sous les yeux et, là encore, elle traduit bien le dynamisme de la relation entre nos deux pays. J'ai rencontré beaucoup de jeunes au lycée, mais aussi de jeunes franco-polonais au Centre des sciences Copernic, pour me montrer les recherches de Marie CURIE. On m'a même donné un kit pour que je les refasse au palais de l'Élysée : cela ne présentera pas grand danger, mais enfin, je vous donnerai le résultat ! Tout cela confirme que tous ensemble -- ou que nous vivions, quelles que soient nos responsabilités, quelle que soit notre génération -- nous devons, dans ce moment difficile pour l'Europe et compliqué pour la France, mener à bien le redressement.

Il y a un effort à faire et chacun doit y participer. Cet effort n'est pas simplement celui de payer davantage de contributions. Non, l'effort c'est de nous rendre plus solides, plus compétitifs. J'emploie le mot, plus compétitif. Et la compétitivité c'est à la fois le savoir, la connaissance et donc la formation, l'éducation, c'est l'innovation, la recherche, c'est aussi la qualité du travail, c'est d'être les meilleurs dans les technologies nouvelles, c'est d'avoir la meilleure organisation du travail. Eh bien, nous avons lancé ce grand défi, et les Français doivent se rassembler au-delà de leur sensibilité et de leurs opinions, parce que là c'est quand même l'essentiel qui est en cause, qu'est-ce que va être notre pays, quelle sera sa place dans la mondialisation ? Nous avons encore un rôle à jouer, une responsabilité à prendre et je mesure bien ce rôle, et je l'évalue bien cette responsabilité. Dans les relations d'Etat à Etat, dans les grandes négociations, un pays compte par sa population, par son histoire, par sa culture, par sa langue sûrement et compte aussi par son économie. Si on est faible - et quelque fois certains voudraient nous regarder plus faible que l'on est et nous décrire plus malheureux que l'on est, pour comprendre leur indulgence pendant tant d'années - mais en tout cas nous devons faire en sorte d'être les plus forts possibles, pour défendre les intérêts de notre pays. Et pas simplement les intérêts de notre pays, parce que la France elle va au-delà d'elle-même : elle porte des valeurs qui ne concernent pas simplement ses concitoyens, qui mobilisent un esprit, l'esprit européen.

Pour nous l'Europe ce n'est pas une suite de politiques ou chacun viendrait chercher son chèque ou le retour de sa contribution. Si nous avons voulu l'Europe, c'est d'abord parce que elle portait un idéal et si les Polonais sont aussi européen- même si sur la zone euro ils hésitent, compte tenu des circonstances - c'est parce qu'ils savent bien qu'eux-mêmes ont apporté à l'Europe : la liberté, la défense farouche de la dignité, de l'indépendance. Si l'Europe s'est vue attribuer le prix Nobel de la paix, ce n'est pas simplement pour son économie, c'est pour ce qu'elle a été capable de faire depuis la libération, la Seconde guerre mondiale, la fin de cette boucherie, de cette barbarie. D'avoir été capable de surmonter à la fois les guerres et le totalitarisme. Alors nous devons, nous la France, porter cet idéal européen dont beaucoup doutent ou même utilisent l'Europe à des fins de politique intérieure. Donc, il faut que la France soit forte, et pour qu'elle soit forte il faut qu'elle ait tous les éléments de la compétitivité au sens le plus large du terme. Et vous y contribuez, donc merci d'être ces têtes de pont, ces passerelles entre la France et la Pologne. Merci de donner la meilleure image qu'il soit de notre pays, de ses talents, de son renouvellement, de sa diversité.

Nous avons aussi une culture et une langue à défendre. La Pologne a longtemps été un pays où l'on parlait français. Cela est un sujet, dans les réunions internationales, entendre les chefs d'Etat

et de gouvernement ne plus parler français, et parler un mauvais anglais. Cela doit être une grande question pour nous tous, diffuser le français, non pas parce que c'est notre langue, mais parce que c'est une langue qui contribue à la diversité, à l'exception, à la culture. Donc, vous-mêmes vous y travaillez, vous faites en sorte de donner à la France ici toute sa place et je voulais dans cette trop brève rencontre vous exprimer au nom de la France toute notre estime, toute notre reconnaissance.

Merci